

Montreuil, le 13 juin 2012

## Communiqué de la FNIC CGT et des syndicats CGT des groupes Total et Ineos au comité de groupe Total et au forum européen d'Ineos de juin 2012

Par ce communiqué la CGT entend interpeller officiellement les dirigeants des groupes Total et Ineos sur l'activité pétrochimique et chimique en Moselle dont ils sont les principaux acteurs.

Après l'arrêt du vapo-craqueur numéro deux de Carling en 2007 sur décision du groupe Total, de nombreuses autres activités consommatrices d'éthylène se sont arrêtées, provoquant une disponibilité en éthylène de plus de 250 000 t/an sur l'axe Est.

Le site d'Ineos Sarralbe constitue le principal débouché du site Total Carling. En ajoutant les activités chimiques d'Arkema ce sont plus de 1200 emplois organiques, autant de sous-traitants et cinq fois plus d'emplois induits qui dépendent directement des choix stratégiques économiques et sociaux du groupe Total ou Ineos.

Le report de la décision de construction du pipeline vers Ludwigshafen en début d'année, report cohérent avec les capacités disponibles, était de nature à redonner quelques perspectives d'avenir aux activités industrielles en Moselle Est. Mais visiblement de courte durée au regard de deux récentes annonces faites par le groupe Ineos :

- le 9 mai, par l'annonce de la mise en vente par Ineos du site de Sarralbe,
- le 23 mai, par la distillation de l'information sur l'anticipation de la fin du contrat liant la fourniture d'éthylène de Carling à Ineos au 31 décembre 2015.

Fin de contrat que les directions des deux groupes peinent à reconnaître quant à la dénonciation et encore moins qui en est à l'origine. Si l'on y rajoute en concomitance la pompeuse campagne du lancement par Total des activités photovoltaïques en Moselle, la CGT est en droit de s'interroger sur les réels objectifs industriels des deux groupes en Moselle concernant les activités pétrochimiques et chimiques.

Il n'a pas échappé à la CGT que l'investissement mondial dans les projets chimiques et pétrochimique est en forte hausse au détriment de l'Europe de l'Ouest.

Contrairement aux propos tenus par les groupes, cette stratégie d'investissement n'est ni plus ni moins qu'une délocalisation de l'activité dans des zones à bas coûts de construction et d'exploitation et pas seulement un rapprochement des zones de consommation.

Chaque projet financier de délocalisation d'activités a des conséquences graves sur l'économie nationale avec une aggravation des risques écologiques avec le transport de produits chimiques d'un continent à l'autre.

Si les craqueurs européens, essentiellement à base de NAPHTA, sont en outre confrontés à la concurrence des productions sur base gaz, rien ne justifie pour autant cette stratégie de désengagement opérée, si l'on pose la question de la réponse aux besoins et donc de la responsabilité sociétale et sociale des groupes industriels. Il y a nécessité à l'inverse d'engager un plan d'investissement pour garantir l'avenir de notre potentiel industriel national permettant de répondre à nos besoins.

**C'est pourquoi la CGT place les groupes Total et Ineos devant leurs responsabilités, et leur demande de s'accorder, sans délais, sur la reprise des activités de Sarralbe par Total. Ceci constitue pour la CGT un projet industriel majeur permettant l'investissement, la pérennisation de l'activité pétrochimique, chimique en Moselle Est au service de l'emploi et de la vie de toute une région.**

*En parallèle de ce communiqué de la CGT, fait dans les deux instances représentatives du personnel concerné, la FNIC CGT sollicite l'intervention du ministre du redressement productif afin de contribuer à défendre ce projet industriel que la CGT qualifie d'avenir et vital pour toute une région et au-delà sur le flanc Est, jusqu'à l'Etang de Berre.*